



## Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/16270/Add.21  
11 juin 1984  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT  
EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST  
LEUR EXAMEN

### Additif

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct suivant.

La liste complète des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/16270, daté du 11 janvier 1984, S/16270/Add.4, daté du 7 février 1984, S/16270/Add.12, daté du 4 avril 1984 et S/16270/Add.20, daté du 7 juin 1984.

Au cours de la semaine qui s'est terminée le 2 juin 1984, le Conseil de sécurité est intervenu au sujet des questions suivantes :

La situation au Moyen-Orient (voir S/7913, S/7923, S/7976, S/8000, S/8048, S/8066, S/8215, S/8242, S/8269, S/8502, S/8525, S/8534, S/8564, S/8575, S/8584, S/8595, S/8747, S/8753, S/8807, S/8815, S/8828, S/8836, S/8885, S/8896, S/8960, S/9123, S/9135, S/9319, S/9382, S/9395, S/9406, S/9427 et Corr.1, S/9449, S/9452, S/9805, S/9812, S/9930, S/10327, S/10341, S/10554, S/10557, S/10703, S/10721, S/10729, S/10743, S/10770/Add.4, S/10855/Add.15, S/10855/Add.16, S/10855/Add.23, S/10855/Add.24, S/10855/Add.29, S/10855/Add.30, S/10855/Add.33, S/10855/Add.41, S/10855/Add.43, S/10855/Add.44, S/11185/Add.14, S/11185/Add.15, S/11185/Add.16, S/11185/Add.21, S/11185/Add.42/Rev.1 et S/11185/Add.47, S/11593/Add.15, S/11593/Add.21, S/11593/Add.29, S/11593/Add.42, S/11593/Add.49, S/11935/Add.21, S/11935/Add.42, S/11935/Add.48, S/12269/Add.12, S/12269/Add.13, S/12269/Add.21, S/12269/Add.42, S/12269/Add.48, S/12520/Add.10, S/12520/Add.11, S/12520/Add.17, S/12520/Add.21, S/12520/Add.37, S/12520/Add.39, S/12520/Add.42, S/12520/Add.47, S/12520/Add.48, S/13033/Add.2, S/13033/Add.16, S/13033/Add.19, S/13033/Add.21, S/13033/Add.23, S/13033/Add.34, S/13033/Add.47, S/13033/Add.50, S/13737/Add.15, S/13737/Add.16, S/13737/Add.21, S/13737/Add.24, S/13737/Add.25, S/13737/Add.26, S/13737/Add.33, S/13737/Add.47, S/13737/Add.50, S/14326/Add.10, S/14326/Add.10, S/14326/Add.11, S/14326/Add.20, S/14326/Add.24, S/14326/Add.28, S/14326/Add.29, S/14326/Add.47, S/14326/Add.50, S/14840/Add.8, S/14840/Add.21, S/14840/Add.22, S/14840/Add.23, S/14840/Add.24, S/14840/Add.25, S/14840/Add.27, S/14840/Add.30, S/14840/Add.31, S/14840/Add.32, S/14840/Add.33, S/14840/Add.37, S/14840/Add.42, S/14840/Add.40, S/15560/Add.3, S/15560/Add.21, S/15560/Add.29, S/15560/Add.37, S/15560/Add.42, S/15560/Add.45, S/15560/Add.47, S/15560/Add.48, S/16270/Add.6, S/16270/Add.7, S/16270/Add.8, S/16270/Add.15 et S/16270/Add.20).

A sa 2544ème séance, tenue le 30 mai 1984, le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question; il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) pour la période allant du 22 novembre 1983 au 21 mai 1984 (S/16573).

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/16592) élaboré au cours des consultations du Conseil et dont ce dernier était saisi.

Le Conseil de sécurité a alors procédé au vote sur le projet de résolution (S/16592) et l'a adopté par 15 voix contre zéro en tant que résolution 551 (1984).

Le texte de la résolution 551 (1984) est libellée comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (S/16573),

Décide :

a) De demander aux parties intéressées d'appliquer immédiatement la résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité, en date du 22 octobre 1973;

b) De renouveler le mandat de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement pour une autre période de six mois, soit jusqu'au 30 novembre 1984;

c) De prier le Secrétaire général de présenter, à la fin de cette période, un rapport sur l'évolution de la situation et sur les mesures prises pour appliquer la résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité.

Après le vote, le Président a fait, au nom du Conseil de sécurité, la déclaration complémentaire ci-après (S/16593 et Corr.1) concernant la résolution que le Conseil venait d'adopter :

"Comme on le sait, il est déclaré au paragraphe 26 du rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (S/16573) : malgré le calme qui règne actuellement dans le secteur Israël-Syrie, la situation demeure potentiellement dangereuse dans tout le Moyen-Orient et elle risque de le rester tant que l'on ne sera pas parvenu à un règlement d'ensemble couvrant tous les aspects du problème du Moyen-Orient. Cette assertion du Secrétaire général reflète l'opinion du Conseil de sécurité."

Lettre datée du 21 mai 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Emirats arabes unis, du Koweït, de l'Oman et du Qatar (voir S/16270/Add.20)

Le Conseil de sécurité a poursuivi son examen de la question à ses 2543ème, 2545ème et 2546ème séances, tenues les 29 et 30 mai et le 1er juin 1984.

/...

En plus des représentants précédemment invités, le Président, avec l'accord du Conseil, a invité, à leur demande, les représentants de Djibouti, du Japon, du Liberia, du Maroc, de la Mauritanie, de la République fédérale d'Allemagne et de la Turquie à participer au débat sans droit de vote.

A la 25<sup>ème</sup> séance, le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/16594) présenté par l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït, l'Oman et le Qatar.

A la demande du représentant de l'Egypte, le Conseil de sécurité a ensuite procédé au vote sur le projet de résolution (S/16594) et l'a adopté par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Nicaragua et Zimbabwe) en tant que résolution 552 (1984).

Le libellé du texte de la résolution 552 (1984) est le suivant :

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné la lettre du 21 mai 1984 dans laquelle les représentants de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Emirats arabes unis, du Koweït, de l'Oman et du Qatar se plaignaient des attaques lancées par l'Iran contre des navires marchands à destination ou en provenance de ports de l'Arabie saoudite et du Koweït (S/16574),

Notant qu'aux termes de la Charte des Nations Unies, les Etats Membres se sont engagés à vivre en paix les uns avec les autres dans un esprit de bon voisinage,

Réaffirmant les obligations qui, pour les Etats Membres, découlent des principes et des buts de la Charte,

Réaffirmant également que tous les Etats Membres ont l'obligation de s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout autre Etat,

Prenant en considération l'importance de la région du Golfe pour la paix et la sécurité internationales et ce qu'elle a d'essentiel pour la stabilité de l'économie mondiale,

Gravement préoccupé par les attaques lancées récemment contre des navires marchands à destination ou en provenance de ports de l'Arabie saoudite et du Koweït,

Convaincu que ces attaques menacent la sécurité et la stabilité de la région et sont lourdes de conséquences pour la paix et la sécurité internationales,

1. Demande à tous les Etats de respecter, conformément au droit international, le droit de libre navigation;

/...

2. Réaffirme que les navires marchands à destination ou en provenance des ports et installations des Etats riverains qui ne sont pas parties aux hostilités ont le droit de naviguer librement dans les voies de circulation et les eaux internationales;

3. Demande à tous les Etats de respecter l'intégrité territoriale des Etats qui ne sont pas parties aux hostilités, de faire preuve de la plus grande modération et de s'abstenir de tout acte qui pourrait avoir pour effet d'aggraver ou d'étendre le conflit;

4. Condamne les attaques lancées récemment contre des navires marchands à destination ou en provenance de ports de l'Arabie saoudite et du Koweït;

5. Exige que ces attaques cessent immédiatement et que la circulation des navires à destination ou en provenance de ports des Etats qui ne sont pas parties aux hostilités ne soit pas entravée;

6. Décide, au cas où la présente résolution ne serait pas appliquée, de se réunir à nouveau pour envisager des mesures efficaces et en rapport avec la gravité de la situation en vue d'assurer la liberté de navigation dans la région;

7. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la présente résolution;

8. Décide de demeurer saisi de la question.

-----

